

Souveraineté économique et financière de la France et de l'Europe



Ambroise FAYOLLE

Vice-président à la Banque Européenne d'Investissement (BEI)

La sécurité et la défense sont devenues depuis quelques années une priorité stratégique en Europe. Il est vrai que les défis ne manquent pas.

L'agression de l'Ukraine par la Russie a obligé l'Union européenne à prendre conscience de ses fragilités et à augmenter ses investissements dans la défense. La dépendance énergétique de l'Europe des pays producteurs de pétrole et de gaz, dont la Russie, nous a fait réaliser une fois de plus que la transition vers une économie décarbonée est non seulement bonne pour l'environnement, mais qu'elle contribue également à notre autonomie énergétique et souveraineté économique.

Enfin, la nécessité d'accéder aux matières premières essentielles pour la double transition verte et numérique, et qui se trouvent souvent dans d'autres continents, nous motive à préserver le système de coopération et de commerce multilatéral contre les tentations protectionnistes en vogue dans certains pays. Elle nous pousse aussi à exploiter davantage nos propres capacités, en adoptant des processus industriels circulaires et innovants qui fassent meilleur usage de ces mêmes ressources.

La souveraineté économique et financière de l'Europe se joue ainsi sur plusieurs niveaux.

Tout d'abord il nous faut une base industrielle et technologique de défense européenne (BITD) solide et résiliente. L'évolution de la Banque européenne d'investissement (BEI) illustre combien les choses bougent vite en Europe dans ce domaine. Il y a encore deux ans, la banque de l'Union européenne finançait peu le secteur de la sécurité et de la défense. Aujourd'hui, grâce à un changement de cap approuvé par nos actionnaires - les 27 États membres de l'UE - nous pouvons financer des projets militaires et nous nous apprêtons à conclure l'année 2025 avec des financements record d'environ 3,5 milliards d'euros dans ce secteur, soit environ 3,5% de nos financements annuels.

En France par exemple, nous avons signé cette année des contrats importants avec des acteurs multiples :

- Une grande entreprise comme Thales (450 M€), pour soutenir sa R&D dans l'avionique et les radars ;
- Des PME performantes et nécessitant du capital comme Cailabs (technologies de communication

laser pour le spatial) et Gatewatcher (logiciels de cybersécurité) ;

- Les PME de la chaîne de valeur nécessitant du besoin en fonds de roulement (BFR), avec déjà un accord avec Groupe BPCE ;
- Des fonds d'investissements actifs dans le secteur, via notre filiale le Fonds européen d'investissement (FEI), par exemple avec le fonds Héphaïstos de Sienna Investment Managers.

En deuxième lieu, il nous faut persévérer dans notre transition verte et maintenir le cap de l'action climatique, car celle-ci nous permet de réduire considérablement le recours aux hydrocarbures importés d'ailleurs et de développer, à proximité de nos territoires et de nos industries, les énergies propres du présent et du futur : énergies renouvelables et nucléaire.

Dix ans après l'Accord de Paris pour la limitation du réchauffement climatique, c'est le message que nous avons tenu à la COP30 sur le climat, à la mi-novembre à Belém, au Brésil : la BEI et l'Europe maintiennent le cap de la lutte contre le changement climatique. La phase deux de la feuille de route climat de la BEI a été approuvée fin septembre par les 27 États membres de l'UE à l'unanimité.

La sortie du pétrole et du gaz rendra l'UE plus autonome en termes d'énergie et baissera également les coûts fixes de nos entreprises, qui grâce à une électricité moins chère peuvent devenir plus compétitives. Le rapport Draghi l'a en effet bien démontré : la facture énergétique

pèse fortement sur la compétitivité de l'industrie européenne.

A ce titre, la BEI est un partenaire fiable dans les projets les plus risqués et à long-terme, ceux qui demandent des investissements massifs dans les nouvelles technologies décarbonées : hier l'éolien onshore, aujourd'hui l'éolien offshore, y compris les plateformes flottantes, comme en France en Méditerranée.

Troisièmement, il est important de promouvoir l'innovation à tous les échelons et muscler nos programmes dans la recherche et développement, afin de renforcer notre capacité industrielle, mais aussi de sécuriser les approvisionnements en matières premières critiques. C'est dans cette logique que nous avons récemment accordé un prêt de 250 millions d'euros à Nexans, pour soutenir ses programmes de recherche, développement et innovation (RDI) et ses investissements industriels (production de câbles et recyclage de cuivre). Il en est de même pour le prêt de 400 millions d'euros à Orano pour l'enrichissement d'uranium dans le site de Tricastin, pour une plus grande indépendance dans notre politique énergétique.

J'ai une certitude : les financements pour la sécurité et la défense sont cohérents avec les financements pour le climat, qui restent la priorité numéro un de la BEI, car les uns et les autres répondent à l'objectif de sécurité et d'autonomie stratégique de l'Europe, y compris dans sa dimension climatique, énergétique et géopolitique.

Enfin, l'Europe doit rester un continent ouvert aux partenariats et doit continuer à travailler avec les autres régions du monde pour le climat. C'est le message que nous avons porté à la COP30 au Brésil. Maintenir le leadership climatique permet à l'Union européenne de rester un acteur de référence à l'échelle internationale, alors même que les effets du réchauffement de la planète sont déjà visibles et dévastateurs surtout pour les pays moins développés. En 2024, près de 60% de nos financements en dehors de l'UE (4,7 milliards d'euros) ont soutenu des projets pour le climat et l'environnement. Environ 1,4 milliard d'euros, soit un tiers, a été investi dans l'adaptation climatique. L'Afrique, notre grand voisin au sud de la Méditerranée, est le principal bénéficiaire de nos financements en dehors de l'UE. Pour notre souveraineté, il est essentiel de continuer à associer l'Afrique et le reste du monde à nos programmes, car l'action climatique est, à l'instar du changement climatique, par nature globale. ■

